



TOUJOURS LE MEILLEUR
... et leader national



N° 01386 du mardi 26 septembre 2017

6^{ème} année

400 FCFA

Le Quotidien de

ECONOMIE

www.quotidieneconomie.com

Le Quotidien de l'Economie
@Quotidieneco



JJ-46

Theli RP Tel : (237) 242 00 17 31 / 243 42 88 32 • Email : quotidien_economique@yahoo.fr • Directeur de la publication : Thierry EKOUTI

CRISE ANGLOPHONE

Page 2

Consensus autour de la condamnation de la violence

En dehors du silence jusque-là assourdissant du RDPC, parti au pouvoir, l'essentiel de la classe politique et des citoyens récusent les actes de terrorisme et de vandalisme vécus au Nord-Ouest et au Sud-Ouest le week-end dernier et appellent plutôt au dialogue.



CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Lire notre Grand Angle Pp 6-7

La commune de Yoko vise 5 milliards sur le marché carbone



Il s'agit des bénéfices qui seront tirés du plan de protection de la forêt communale qui court jusqu'en 2047.

FINANCEMENT DE LA BID

Les Camerounais à l'école des procédures de passation des marchés

Ils prennent part depuis hier, 25 septembre 2017 à Yaoundé, à un atelier organisé par la Banque islamique de développement.

Page 3

CAN 2019

Un nouveau cabinet d'audit annoncé à Yaoundé

C'est l'une des résolutions prises lors des assises du comité exécutif de la CAF à Accra.

Page 9



Yaoundé en Fête
arrive au Palais des Sports de Yaoundé

12^{ème} édition
Tél.: +237 669 999 300

**16 Décembre 2017
02 Janvier 2018**





CRISE ANGLOPHONE

Condamnation unanime de la violence

En dehors du silence jusque-là assourdissant du RDPC, parti au pouvoir, l'essentiel de la classe politique condamne l'escalade qui a eu lieu au Nord-Ouest et au Sud-Ouest le week-end dernier et appelle plutôt au dialogue.

Les revendications dans la partie anglophone du pays ont donc enregistré une montée de fièvre le week-end dernier. Des bombes artisanales ont explosé à Bamenda et à Douala, pendant que les populations battaient le pavé dans plusieurs villes du Nord-Ouest et du Sud-ouest, avec en prime des destructions des biens publics et privés. Une escalade qui n'a pas laissé indifférente la classe politique camerounaise. En dehors du silence assourdissant du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), le parti au pouvoir, l'essentiel de la classe politique camerounaise, de manière unanime, a condamné la violence qui semble s'ériger en mode d'expression dans cette crise dite anglophone. Si pour le Social Democratic Front (SDF), le



Anicet Ekané

principal parti d'opposition au Cameroun, son premier vice-président, l'honorable Joshua N. Osih, « le SDF condamne fermement le couvre-feu, les restrictions de mouvement imposées à la population, ainsi que toutes formes de violence perpétrées dans ces régions ». Il impute néanmoins la responsabilité de cette situation « à la mauvaise gouvernance, la dérive monarchique des institutions, le refus de mettre sur pied toutes les institutions contenues dans la constitution de 1996, l'absence d'élections crédibles précédée d'une réforme ins-



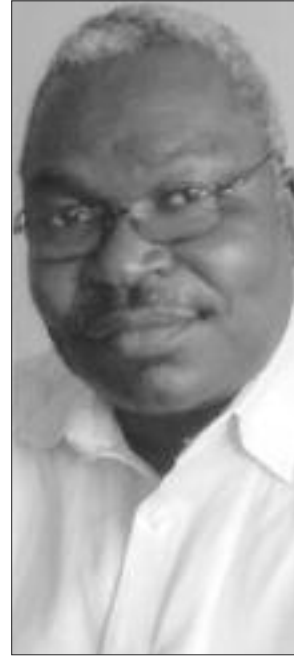
Kah Walla

titutionnelle majeure, ainsi que le refus obstiné d'ouvrir un dialogue national inclusif, franc et sincère, conduiraient inévitablement le pays dans une escalade irréversible ». Le ton est un peu plus dur du côté du Cameroon People Party (CPP). Si pour son secrétaire général, Franck Essy, « le CPP condamne tout acte de violence et toute intimidation d'où qu'ils viennent. La violence n'est pas tolérable et ne peut apporter de solutions véritables aux problèmes complexes que nous devons régler », ce parti politique « appelle à agir de manière forte, non violente et



Joshua Osih

de déterminée pour que les réformes fondamentales qui pourraient refonder la gouvernance, sceller la réconciliation entre Camerounais, valoriser les identités plurielles et garantir que l'harmonie entre les communautés puisse être mise en œuvre ». Le CPP appelle l'ensemble des patriotes modérés, désireux de contribuer à la résolution de cette crise, à ne pas laisser les voix des extrêmes s'imposer à la majorité des Camerounais ». Du côté de l'Union des populations du Cameroun (UPC), Victor Onana, interrogé par nos confrères de Ca-



Victor Onana

meroon tribune précise qu'« aucun Camerounais digne de ce nom ne peut cautionner le terrorisme sur le territoire national comme mode d'expression politique. C'est une attitude que nous condamnons fermement et sans réserve ». Le président « du parti du crabe » préconise « le dialogue pour trouver des solutions aux problèmes qui sont posés ».

Cette attitude n'est pas loin de celle d'Anicet Ekané, homme politique qui intervient également dans les colonnes de l'édition d'hier de Cameroon tribune. Ce dernier pense que « la sécession n'est pas un processus dont on discute autour d'une table ronde. Elle est précédée d'une guerre ». Mêmes condamnations de la violence dans les régions anglophones Paul Ayah Abine, Kah Walla et Le président national du Mouvement patriotique pour le changement du Cameroun (MPCC), Jean Blaise Gwet, candidat proclamé à l'élection présidentielle de 2018. Interpellant le président de la République, ce dernier pense qu'« en menant la décentralisation à son terme et en la rendant effective, vous aurez amorcé la résolution de bon nombre de handicaps qui traînent la République et qui la dirigent droit vers une guerre civile ».

Blaise Nnang

YAOUNDÉ

Les francophones reconnaissent le droit à la revendication

Dans la capitale politique du Cameroun, certains compatriotes soutiennent l'action des anglophones, tandis que d'autres demandent au gouvernement de ne pas céder au chantage.

Les Camerounais du triangle national ont les oreilles tendues vers les deux régions anglophones du Cameroun, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Bon nombre d'entre eux disent informés de la dernière actualité, avec les attaques terroristes et les soulèvements de la population le week-end dernier dans cette partie du pays. C'est dire combien la crise dite anglophone retient l'attention depuis qu'elle a débuté sur le territoire national, touche les consciences et affecte les ci-

toyens. Interrogés sur ce qu'ils pensent des réactions des événements du week-end dernier, il en ressort que les avis divergent. Une bonne frange de la population interrogée dans les rues de Yaoundé dit reconnaître le droit de revendication à tout citoyen. D'autres trouvent illégitimes les actes perpétrés à Bamenda et Buéa, depuis le début de la crise.

Carine Tsetsa, documentaliste est formelle sur cette question. « A mon humble avis, je comprends les revendications de nos frères du

Nord-Ouest et du Sud-ouest. Seulement, je suis consternée par l'impuissance du gouvernement à résoudre cette affaire. Il est tout à fait légitime pour un peuple de réclamer un minimum de respect à son regard. L'absence de dialogue véritable entre nos frères anglophones et le gouvernement envenime encore la situation », lâche-t-elle. Avant d'ajouter que, « dans une position pareille, le président de la République devrait jouer son rôle de manager. Mais il ne le fait pas. Il est évident que la solution à cette crise anglophone se trouve entre les mains du Président Paul Biya. La politique du silence qu'il adopte actuellement frise le mépris. Et ce silence peut en effet diviser le pays. Ce n'est pas ce que les Came-

rounais veulent. Le problème anglophone est réel et nous avons besoin d'un bon manager ».

Abondant dans le même sens, Esther Fossi, étudiante à l'Ecole supérieure des Sciences et techniques de l'information et de la communication (Esstic), avoue que, « les anglophones veulent une considération de leur peuple dans le volet politique. C'est-à-dire avoir accès aux postes de décision, 2e personnalité du pays ou mieux encore première ». Mais ce qui fâche certains, c'est la méthode employée pour revendiquer. Jacques Mahop, commerçant pense que les anglophones ne peuvent pas réclamer les meilleures conditions de vie et détruire ce qui existe d'emblée. Il propose qu'une négo-

ciation ou un dialogue avec les parties prenantes soit établi, si l'on veut résoudre cette situation. Selon lui, l'idée de créer un nouvel Etat serait nier les efforts que les martyrs ont fait pour la nation. Certains se montrent même plus radicaux sur la situation anglophone « Même si je ne suis pas d'accord avec le vandalisme. Il est évident que s'ils ne sont pas entendus, ils vont penser à se détacher de ce pays et de former un bloc et cela je peux aussi comprendre ». Pour un habitant de la ville de Bamenda, les anglophones se radicalisent. Ce qui laisse croire que si rien n'est fait pour stopper cette hémorragie, on risquera de compter plus de morts.

Christelle Belibi

COOPÉRATION

Les Camerounais à l'école des procédures de passation des marchés de la BID

Ils prennent part depuis hier à un atelier organisé par la Banque islamique de développement.

La Banque islamique de développement (BID) organise depuis hier au ministère de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire (Minepat), un atelier de renforcement des capacités des acteurs et responsables des projets qu'elle finance au Cameroun sur ses procédures de passation des marchés. Sur l'objectif d'un tel atelier, Abakar Abdourassoul, représentant de la Banque islamique de développement au Cameroun explique que les procédures de passation des marchés de la BID étant dif-



Les participants à l'atelier après la cérémonie d'ouverture par le Minepat

férentes des procédures de passations des marchés au Cameroun, il y avait toujours incompréhension entre les deux parties d'où la nécessité de se retrouver pour recadrer les choses. « Au cours des travaux qui vont durer deux jours, nous allons présenter aux responsables locaux intervenant dans les projets que nous finançons ce qui fait la spécificité dans

les procédures de passation des marchés de la BID », explique Abakar Abdourassoul. Selon le Minepat Louis Paul Motaze qui a présidé la cérémonie d'ouverture de l'atelier, l'origine de la mauvaise performance des projets financés par les bailleurs de fonds en général est la non-maîtrise par les acteurs des procédures de passation des marchés et les décaisse-

ments. « Vous êtes l'un des maillons les plus sollicités dans la réalisation des projets qui sont sous votre coordination. L'Etat, la BID, les ministères sectoriels et les autres acteurs savent que la réussite ou l'échec de votre projet dépend en grande partie de la maîtrise des procédures par les principaux acteurs que vous êtes. A cet effet, le challenge qui vous attend est consistant et constant. Soyez proactifs et respectifs des procédures. Investissez-vous dans la réussite de votre projet, car la réussite de votre projet doit être une satisfaction personnelle d'avoir apporté votre pierre au développement de la nation », a lancé Louis Paul Motaze à l'endroit des responsables camerounais intervenant dans les projets financés par la BID. Il faut dire que la Banque islamique de développement (BID) est une institution financière internationale de

l'organisation de la Coopération islamique, créée en 1975 et a son siège en Arabie Saoudite. Le Cameroun est membre de cette institution depuis sa création et à d'ailleurs été honoré d'être le tout premier pays à avoir bénéficié du financement d'un projet à savoir le barrage de Songlou-lou en 1977. En deux décennies et demie, le portefeuille de la coopération entre le Cameroun et la BID est passé d'un projet à 20 aujourd'hui pour 41 opérations d'un montant de 512,5 milliards de FCFA. Ceci dans le secteur de la santé, de l'agriculture et du développement rural, des infrastructures et de l'énergie. « Comme nous le savons, ces secteurs sont vitaux et contribuent à coup sûr à l'atteinte des objectifs de l'émergence à l'horizon 2035 », a renchéri Louis Paul Motaze.

Hervé Fopa Fogang

La CMF dénonce un emprunt obligataire

La Commission des marchés Financiers (CMF) a publié un communiqué le 22 septembre 2017 selon lequel, elle est informée de la circulation dans le public d'une note d'information émanant d'une structure non agréée. Ladite structure se livre, d'après la CMF, à une campagne en vue de la souscription à des emprunts obligataires destinés au financement de projets d'infrastructures portuaires portés par une société dénommée « Gabon Special Economic Zone ». « La Commission des marchés financiers tient à prévenir le public camerounais de ce que cette initiative est illégale et que les personnes qui souscriraient à ces émissions obligataires le feraient sous leur entière responsabilité et à leurs risques et périls », prévient le communiqué. La CMF poursuit en rappelant que la structure à l'origine de ces informations n'a « reçu ni l'agrément du régulateur, ni recueilli le visa de la Commission pour cette opération, ainsi que l'exige l'article 90 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique ». La Commission des Marchés Financiers rappelle que les seuls neuf prestataires de services d'investissement (PSI) sont autorisés à agir sur le territoire de la République du Cameroun. Il s'agit de Afriland First Bank, Commercial Bank of Cameroon, Société générale du Cameroun, SCB Cameroun, EDC Investment, UBA, Financia, Citibank, Cenainvest, Standard chartered, Banque Atlantique, BgfiBank. La société Gabon Special Economic Zone SA (Gsez SA) est l'organe d'aménagement et de gestion de la Zone économique spéciale de Nkok sur le territoire gabonais. C'est un est un partenariat stratégique entre l'Etat du Gabon et le singapourien Olam International et Africa Finance Corporation, qui a pour mission de développer les infrastructures pour améliorer la compétitivité industrielle du pays et construire un écosystème propice aux entreprises.

ABAKAR ABDOURASSOUL

« La coopération entre le Cameroun et la BID est au beau fixe »

Le représentant de la Banque islamique de développement au Cameroun revient sur les contours de l'atelier de deux jours qu'il a organisé à Yaoundé et parle également de l'état des lieux de la coopération entre la BID et le Cameroun.

Dans quel contexte avez-vous décidé d'organiser un atelier de renforcement des capacités des acteurs et responsables des projets sur les procédures de passation des marchés de la BID ? Qu'attendez-vous au terme de l'atelier ?

La Banque islamique de développement a décidé d'organiser cet atelier pour essayer d'informer et sensibiliser les différents acteurs qui sont impliqués dans la mise en œuvre des projets financés par la BID en matière de maîtrise des procédures de passation des marchés. Il faut que la lenteur observée dans la passation des marchés constitue un frein pour notre déploiement efficace. Si vous ne le saviez pas, il

est important de comprendre que la BID est une organisation internationale qui a ces méthodes de passations de marchés qui lui sont propres et qui sont dans la plupart des cas différentes des procédures du Cameroun. Dans ce contexte, les experts camerounais ne sont pas toujours au parfum de la manière donc il faut gérer ces procédures-là.

C'est pourquoi nous avons pensé qu'il était utile d'organiser cet atelier pour permettre aux cadres camerounais de mieux comprendre les procédures de passations des marchés par la BID afin d'éviter les vagues entre le siège de la banque et le Cameroun. Au terme de cet atelier, nous souhaitons que les acteurs na-

tionaux et responsables des projets financés par la BID soit véritablement imprégnés des procédures de passation des marchés de la banque que je représente au Cameroun afin d'éviter de potentiels conflits qui pourraient survenir.

Quel est l'état des lieux de la coopération entre le Cameroun et la BID ?

Je dirais que la coopération entre le Cameroun et la BID est au beau fixe. Au Cameroun, nous participons à la mise en œuvre du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce) en apportant le financement dans les projets de développement, principalement dans les secteurs suivant : les infrastructures, l'agriculture et le développement rural, l'élevage, les pêches et les industries animales. Il faut dire que la BID a mis en place un certain nombre de mécanismes destinés à soutenir les efforts de développement d'un certain nombre de pays. Il s'agit notamment du

Programme spécial pour le développement de l'Afrique (Psda) et du Fonds de solidarité islamique (Fsid).

C'est dans ce cadre que le Cameroun a obtenu le financement de deux projets du secteur coton, auprès de la BID et de la Société internationale islamique de financement du commerce (Itfc). Il s'agit du Projet de développement rural intégré du coton et des cultures vivrières au Cameroun à hauteur de 8,905 milliards de FCFA qui est en cours d'exécution et du Programme d'appui à l'acquisition des engrais de la Sodécoton, dont le montant cumulé s'élève à environ 34 milliards de Fcfa ayant servi à financer les quatre dernières campagnes cotonnières à hauteur d'environ 8,5 milliards par an. Il faut dire pour ne citer que ces quelques exemples que la coopération entre le Cameroun et la BID se porte très bien.

Propos recueillis par
Hervé Fopa Fogang





SOUS LE TRÈS HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'Agence de Promotion des Investissements (API) présente



CIF 2017

**CAMEROON
INVESTMENT
FORUM**

09/10 NOVEMBER 2017
BONANJO - DOUALA



2^e édition

THÈME

MISE EN RELATION DES PORTEURS DE PROJETS
ET DE PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS
POUR LA PROMOTION DE L'INDUSTRIE LOCALE
ET L'ATTRACTION DES INVESTISSEURS



SESSIONS

ATELIERS PLÉNIÈRES
THÉMATIQUES SPÉCIALES

EXPOSITION

RENCONTRES

ENTREPRENEURIAT FÉMININ

Le coup de pouce de la microfinance Nofia à la Cwbla

La Cameroon women business leaders association (CWBLA) a signé, jeudi dernier à Douala, une convention de partenariat avec NOFIA pour répondre aux besoins pressants des femmes chefs d'entreprises à accéder au financement.



Le PCA de NOFIA, David Manfouo (à gauche) et la Présidente de la CWBLA, Adélaïde Ngallé Miano, signant une convention jeudi dernier à Douala.

Après la Société générale Cameroun (SGC), au mois de mars 2017, c'est au tour de la Nouvelle financière africaine (NOFIA SA) de prêter main forte à la Cameroon Women Business Leaders' Association (CWBLA). L'association des femmes chefs d'entreprises, qui compte déjà plus de 300 membres, a signé, jeudi 21 septembre dernier, une convention de partenariat

avec cette microfinance, dans l'optique de répondre aux besoins pressants des femmes chefs d'entreprises à accéder au crédit bancaire. Dans un pays où l'accès des femmes au crédit bancaire n'est pas du tout facile. « La problématique de financement des Petites et moyennes entreprises est partagée par la plupart d'entre nous. C'est à n'en point douter un des freins au développement de nos entreprises. Aussi, la signature d'une convention de

partenariat ce jour, entre NOFIA et la CWBLA, répond à un réel besoin et nous sera à n'en point douter bénéfique », a déclaré la présidente-fondatrice de la Cwbla, Adélaïde Ngallé-Miano. Rappelant les missions de la Cwbla, elle a indiqué que cette jeune association de femmes chefs d'entreprises s'est imposée comme une nécessité, afin de contribuer à promouvoir davantage les activités des femmes qui ont pris le risque d'entreprendre, en les rendant de plus en plus audibles et visibles. « Des perspectives positives s'ouvrent pour toutes celles qui bénéficieront des retombées de cette convention, avec notamment l'accès au crédit qui leur permettra de financer leurs projets. Dans cette dynamique, il va sans dire que Nofia joue et jouera encore plus, un rôle de soutien fondamental dans le financement de la croissance économique au Cameroun. Nous pouvons d'ores et

déjà vous assurer que notre association travaillera à remplir ses obligations découlant de la convention d'aujourd'hui. En outre, nous pouvons vous garantir que vos indicateurs financiers vont s'améliorer tant au niveau de l'activité, qu'au niveau de la rentabilité », a-t-elle souligné. Tout comme elle a remercié le PCA de Nofia, David Manfouo, d'avoir placé sa confiance en la Cwbla. Selon l' élu de la nation, l'accompagnement de la Nouvelle financière africaine (Nofia) auprès de la CWBLA s'inscrit dans son engagement en faveur de l'insertion professionnelle. « La Nouvelle financière africaine (Nofia) souhaite ainsi mettre en place un partenariat avec cette association sous forme d'un accompagnement de ses membres », a-t-il fait savoir. A travers cette convention, Nofia SA apporte son soutien à la Cwbla dans le cadre de ses activités de promotion de l'investissement entrepreneurial. Son champ d'inter-

vention vis-à-vis de la Cwbla, dans le cadre de ce partenariat, s'articule autour de 03 points : participation aux événements culturels organisés par l'Association ; appuis budgétaires ponctuels ; apport d'un accompagnement aux entrepreneures membres de l'association, à travers le financement de leurs activités économiques. Pour sa part, la Cwbla s'engage à accorder à la Nofia S.A le droit d'intervenir au profit de l'association dans les conditions suivantes : ouvrir un compte bancaire à la Nofia pour la domiciliation des cotisations des membres et autres revenus de l'association ; assurer une visibilité permanente de NOFIA comme « partenaire » sur tous ses supports de communication, à destination des institutionnels et du grand public ; assurer une visibilité de Nofia S.A lors des différents événements organisés par l'association, etc.

Joseph Roland Djotié

Dix mille fois

1

faire

voir comprendre parler 2007 voir

savoir comprendre parler savoir voir Savoir

comprendre parler 2017

ans

le jour

VIP first class

Horaires de Départ

5h:00	14h:00
6h:00	15h:30
7h:00	16h:30
8h:30	17h:30
10h:00	19h:00
11h:30	
12h:30	

First class VIP Bus Services

DLA - YDE - DLA

The New Pride of Cameroon

Your Safety and Comfort... our Top Priority

Departure time

5:00 am	2h:00 pm
6:00 am	3h:30 pm
7:00 am	4h:30 pm
8:30 am	5h:30 pm
10:00 am	7h:00 pm
11:30 am	
12:30 am	

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

LA COMMUNE DE YOKO VISE 5 MILLIARDS FCFA SUR LE MARCHÉ CARBONE

Après avoir obtenu sa forêt communale le 14 janvier 2011 à la suite d'un décret du Premier ministre, l'exécutif municipal au terme d'une étude cartographique menée a finalement opté pour la protection de ce couvert forestier dans un contexte d'exploitation généralisée du bois au Cameroun. En toile de fond, l'idée de la préservation de l'environnement, à travers un plan d'aménagement agro-sylvo-pastoral. Avec la garantie de financement de l'Agence française de développement pour la première année, l'exécutif municipal est à la recherche d'autres ressources à investir sur une période de 30 ans. Avec cette appropriation de la stratégie REDD+ au niveau local, Le Quotidien de l'économie a fait une incursion dans la commune de Yoko, l'ancienne ville coloniale située dans le département du Mbam et Kim au Cameroun.

Les vertus de l'inexploitation forestière à Yoko

La rareté d'essences exploitables de valeur dans la forêt communale de Yoko est paradoxalement apparue comme un atout de développement local respectueux de l'environnement. En effet, après les études cartographiques menées en 2013 par un cabinet d'expertise agréée Le Serbie, les conclusions sont amères. « L'inventaire d'exploitation a démontré que cette forêt, qui portant était sollicitée en vue de l'exploitation de bois d'œuvre, était très pauvre en essences exploitables de valeur », explique Dieudonné Annir, le maire de la commune de Yoko. Ainsi, plutôt que d'être exploités, les 29 500 hectares de la forêt communale de Yoko seront intégralement protégés à cause de la forte dégradation de la forêt dans cette partie du département du Mbam et Kim, qui ac-



cueille le projet de construction de la route Ntui-Yoko, explique-t-on à la mairie de Yoko.

Au-delà de cette dégradation, « nous avons constaté une reconstitution de la périphérie de la forêt communale », lance Dieudonné

● A Yoko, la coupe illégale du bois est mal perçue à la mairie

Annir. C'est ainsi qu'une délibération municipale recommandera l'extension de l'air protégé sur un rayon de 10 km autour de la forêt communale. Ainsi, la superficie correspondant à ces 10 km autour de la forêt est estimée à 105 672,82 hectares. Au

final, c'est donc 135 172,82 hectares de forêt qui sont soumis à la protection. Dans sa phase opérationnelle, le projet a été passé au crible de l'évaluation du Programme national de développement participatif (PNDP) qui expérimente le mécanisme REDD+ sur les différentes zones agro-écologiques du pays. Et l'idée de projet initial portait sur la conservation de la forêt par la mise en œuvre de l'approche à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO).

Cette idée de départ sera affinée par la suite au terme d'un processus de sélection nationale. Désormais, le cap est mis sur la protection à travers un plan de lutte contre la déforestation par l'aménagement du terroir et la mise en place de zones d'activités agro-sylvo-pastorales durables pour une protection intégrale de la forêt

communale. Selon les projections, cette protection de la forêt permettra aussi un aménagement des terres et d'installation des grands producteurs agricoles dans la plaine centrale le long de la route Batschenga-Ngaoundéré encore appelé « autoroute agricole ». Et, afin de limiter les dérives liées à la pression démographique, la mairie de Yoko procèdera à la définition des stratégies permettant de contenir le phénomène d'accaparement des terres dans cette commune de 15 000 km², créée en 1955. Le plan de protection de la forêt communale de Yoko, entré en vigueur cette année 2017, est projeté sur une période de 30 ans afin de produire des bénéfices indispensables pour l'amélioration du cadre de vie des populations riveraines.

Pierre Nka

Des bénéfices carbone et non-carbone pour financer le développement local

Le plan de protection de la forêt communale de Yoko court jusqu'en 2047. Durant cette échéance, la commune fera son entrée dans le marché carbone. Y sont attendues, des retombées avec la mise en place du fonds vert au niveau mondiale dès 2020. L'exécutif communal a donc établi des simulations. Selon la pratique, sur le marché international du carbone, le prix moyen de vente varie dans une fourchette de 7 à 3 dollars la tonne issue d'une séquestration volontaire. Le document de planification de la commune de Yoko souligne qu'en considérant l'hypothèse de 3 dollars la tonne de carbone, le projet REDD+ génèrera en 30 ans la somme de 4 317 656 dollars soit près de 2,15 milliards FCFA au minimum. A 6 dollars la tonne de carbone, ce fera 4,30 milliards FCFA. Ce bé-

néfice net carbone est depuis lors source d'espoir pour le financement du développement local dans cette localité fortement enclavée du département du Mbam et Kim.

Tout à côté des bénéfices carbonés, l'exécutif municipal de la commune de Yoko espère aussi tirer avantage d'autres bénéfices directs non-carbone. Il s'agit principalement de la valorisation des chaînes de valeur des produits forestiers non ligneux pour les microentreprises communautaires. Il est alors annoncé la création et l'affermage de la zone d'intérêt cynégétique à gestion communautaire pour les chasseurs professionnels. Il y aura un accent sur l'amélioration de la productivité à l'hectare des produits agricoles ou encore l'intensification des activités génératrices de revenus. Suivant les prévisions dis-



ponibles à la mairie de Yoko, la mise en œuvre du projet de protection de la forêt communale en vue de la séquestration du carbone génèrera des bénéfices sociaux et environnementaux addi-

● Des bénéfices carbonés et non-carbone pour financer le développement local

tionnels. Il s'agit principalement de la préservation de la biodiversité des forêts avec un impact sur les populations locales qui auront la chance de diversifier leur alimentation et par ricochet garantir la sécurité

alimentaire. De nouvelles techniques agricoles seront mises œuvre et auront une incidence dans la diminution des investissements en temps et en énergie. Et dans l'hypothèse de la vente des crédits carbone, il sera créé de nouveaux emplois avec des écogardes communautaires et les petits artisans du bois. C'est à ce titre par exemple que l'exécutif municipal de la commune de Yoko a anticipé avec la construction du centre écotouristique matérialisant la mutation d'une forêt ordinaire en forêt comme patrimoine culturel. Cet engagement de l'exécutif communal vers le développement durable améliorera l'image de la commune dans le cadre de l'intercommunalité ou de la coopération décentralisée.

PN

LA COMMUNE DE YOKO VISE 5 MILLIARDS FCFA SUR LE MARCHÉ CARBONE

Le projet REDD+ de Yoko sur une autoroute agricole

La protection de la forêt communale par un aménagement agro-sylvo-pastoral aura tout son sens durant les 30 ans d'implémentation du projet REDD+ dans la commune de Yoko. De manière échelonnée, des exploitations agricoles seront créées et gérées de manière durable. Les spéculations sont diversifiées. L'on annonce par exemple l'acquisition en quantité et qualité des semences arachide pour des exploitations sur 50 hectares. Une autre exploitation de banane plantain de 50 hectares sera créée entre 2017 et 2022, tout comme les 50 hectares de manioc permettront d'améliorer la production des cultures vivrières dans la commune de Yoko, désormais zone de transit entre les parties méridionale et septentrionale du Cameroun. En effet, en empruntant la



route Batschenga-Yoko il sera possible de gagner 200 km en direction de l'Adamaoua ou de la région de l'Est. Projet fédérateur d'un ensemble de techniques de développement durable, l'amélioration de la pro-

duction agricole sera portée par l'utilisation de bio fertilisants et l'acquisition d'un petit matériel agricole au cours des cinq premières années de mise en place du plan de protection de la forêt communale de Yoko. Dans le volet pas-

Le projet REDD+ sur une autoroute agricole en cours de construction

toral, deux étangs de 1000 m² chacun seront opérationnels dans les localités de Guervoum et Melivin Mbatoua. De ces prévisions, l'on apprend qu'au moins 50% des 40 apiculteurs bénéficieront d'un renforcement de capacité. Il est à relever que la protection de la forêt communale de Yoko se fera par une approche participative. A cet effet, sept comités paysans forêts seront formés soit 35 membres issus des communautés riveraines. Et pour asseoir leur autonomie et intégrité dans la protection de la forêt communale, patrimoine commun à Yoko, des primes seront versées à 26 membres des comités forêts paysans.

Les stratégies d'amélioration des conditions de vie par une autonomisation de communautés locales seront visibles par la

construction de magasins de stockage des produits agricoles. Sept aires de séchages seront créées dans sept villages riverains de la forêt communale. Le développement durable de Yoko prend en compte le volet éducatif à travers l'acquisition de 780 tables bancs, 78 bureaux pour enseignants. Treize puits à panneaux solaires sont annoncés dans 13 écoles grâce aux fonds tirés de la vente des crédits carbone. Et pour anticiper sur les dérèglements climatiques, la commune de Yoko investira dans la mise en place de 5 pépinières de 5 000 plants pour la restauration du paysage. Il est question d'étendre le couvert forestier communal et garantir les ressources financières synonymes de l'amélioration des recettes communales.

Pierre Nka

La commune de Yoko recherche 2 milliards FCFA pour son projet vert

Le projet de protection de la forêt communale de Yoko et de commercialisation des crédits carbone est viable et bancable. Rédigé en collaboration avec l'équipe du Programme national de développement participatif (PNDP), l'aménagement agro-sylvo-pastoral des 29 500 hectares extensibles à 105 672,82 hectares a déjà retenu l'attention d'un partenaire technique et financier. Il s'agit de l'Agence française de développement. A travers les fonds tirés du Contrat désendettement et développement (C2D) injectés dans le financement de la 3ième phase du PNDP, la commune de Yoko a obtenu une garantie de financement de 200 millions FCFA. « Ces fonds sont disponibles pour la première année du projet » lance Dieudonné Annir, le chef de l'exécutif municipal de Yoko. Pour lui, il est question d'engager un processus de renflouement de la cagnotte estimée à près de 2 milliards FCFA.

En attendant les financements d'autres bailleurs de fonds, la mairie de Yoko s'active à donner les gages de son engagement dans le dévelop-

pement durable. Actuellement, un gigantesque projet de construction d'un nouveau quartier administration est en cours. Il s'agit d'un éco quartier au cœur d'une forêt urbaine sur trois hectares. Les autorités municipales espèrent par ailleurs redonner une nouvelle configuration à l'espace urbain et rural de Yoko. L'éco ville en gestation sera reconnaissable par l'adoption d'une couleur unique jaune pour le revêtement de toutes les façades extérieures des édifices publics et des habitations. Une démonstration de l'engagement du projet « Yoko, ville propre » a d'ailleurs eu lieu lors de la COP 22 au Maroc en novembre 2016. A l'occasion, la commune de Yoko était l'unique municipalité camerounaise à disposer d'un stand à Marrakech, informe Dieudonné Annir, l'édile de Yoko et président de la section camerounaise de l'association africaine des Eco villes, qui a son siège au Maroc.

Tirant avantage de cette position, le maire de Yoko soutient le développement d'un écotourisme dans l'espace communale notamment par



En plus de la forêt communale acquise depuis 2011, la mairie de Yoko est engagée dans la création d'une forêt urbaine sur 3 hectares

l'aménagement des zones d'intérêts cynégétique où se déroulent des safaris très prisés par la bourgeoisie occidentale et même interne. « A Yoko, nous marquerons notre écodéveloppement par l'adoption d'un mode de transport doux dans l'espace urbain », lâche Dieudonné Annir devant l'ensemble du personnel communal placé sous la coordination de Sylvain-Noël Djim, le secrétaire général de la commune de

Yoko. Diplômé en finances et trésorerie des collectivités territoriales décentralisées, le secrétaire général de cette municipalité voit en l'implémentation du projet vert de Yoko, une source potentielle de recette. A titre illustratif, il informe de l'ouverture imminente du centre éco touristique de Yoko alors que l'hôtel de ville, d'un coût d'environ 189 millions FCFA sur financement du Fonds spécial d'équipement et d'in-

tervention intercommunale sera livré avant la fin de l'année 2017. Les logements sociaux seront aussi construits dans cette ère de développement durable qui s'ouvre à Yoko, l'ancienne ville coloniale reconnaissable aux vestiges du passage de l'Allemagne au Cameroun jusqu'à la fin de la première guerre mondiale en 1916. Un autre symbole à valoriser.

PN

Telcar et Cargill s'engagent pour un cacao de développement durable

Le premier exportateur de fève de cacao au Cameroun (Telcar) et l'américain Cargill ont dévoilé leurs ambitions à œuvrer pour une production respectueuse de l'environnement et soucieuse de l'amélioration des conditions de vie des planteurs.

Harold Poelma, Président du groupe Cargill Cacao and Chocolate, Lionel Soulard, Cargill Régional Managing Director Africa et Madame Kanyi Tometi Fotso, CEO de Telcar ont défini un nouveau cap de leurs actions dans la production du cacao. À Sangmelima le 14 septembre 2017, les deux partenaires ont pris la résolution de doper la production du cacao au Cameroun tout en respectant de l'environnement. Il ne sera pas simplement question de détruire la forêt pour la remplacer par les cacaoyères. Les deux partenaires stratégiques mettront en place des innovations technologiques afin d'améliorer la production sur les espaces déjà disponibles. Les premières expériences ont déjà porté des fruits dans divers bassins de production du Cameroun. C'est ainsi par exemple que Georges Marcel Mandoh est capable de produire 81 tonnes de cacao sur 17 hectares. Ce qui représente près de 4,76 tonnes à l'hectare. Cette production n'aurait pas été possible s'il ne s'était pas mis à la école de la production d'un cacao de qualité. En effet, comme Georges Marcel Mandoh, plus de 11 000 producteurs ont bénéficié d'une série de formation afin de produire du cacao certifié en abondance sur des espaces réduits. Il s'agit là des retombées du programme de formations des planteurs. Cette action phare de Cargill et son partenaire Telcar au Cameroun vise l'acquisition puis l'implémentation des bonnes pratiques culturales répondant aux normes de certifications. Ces formations se déroulent généralement dans des « champs paysans école » qui accueillent 30 participants pour des formations de 20 sessions au cours de la première année et de 10 sessions au cours de la seconde année.

DES PRIMES DE 2,2 MILLIARDS AUX PLANTEURS

Ce modèle d'accompagnement des planteurs a un impact sur leur production. Mais cela rapporte aussi au-delà du prix de vente pratiqué au cours de la campagne cacaoyère. En réalité, suivant le modèle de développement de la culture du cacao durable développé par Telcar et Cargill, il est institué depuis septembre 2014, une cérémonie de remise de primes à la production du cacao certifié aux planteurs. Pour la campagne 2017, la cérémonie de remise des primes a eu lieu à Sangmelima dans la région du Sud. Elle a permis à Telcar et à son partenaire Cargill de remettre une somme d'environ 2,2 milliards FCFA à 15 000 cacaoculteurs. Cette cérémonie présidée par Henry Eyebe Ayissi, le ministre de l'Agriculture et du développement rural, représentant du Premier ministre du Cameroun permet à Telcar et Cargill d'accompagner les planteurs de cacao certifié dans le financement de l'éducation de leurs enfants.

DES EQUIPEMENTS DE SANTE ET ACCES A L'EAU POTABLE

Les 2,2 milliards FCFA remis aux planteurs par Telcar et Cargill correspondent à l'engagement pris à Obala en septembre 2016. En remettant la somme de plus d'un milliard FCFA aux producteurs, le leader de l'exportation de fève de qualité au Cameroun et son partenaire Cargill avaient souhaité doubler l'enveloppe des primes. Ce qui a été largement dépassé en 2017. Le record de 2017 est aussi largement supérieur aux initiatives antérieures. Au lancement de la cérémonie des primes en 2014, c'est 114 millions FCFA qui avaient été répartis. En 2015, l'on est passé à 400 millions FCFA avant d'atteindre le milliard FCFA en 2016.

Aux primes distribuées aux planteurs de cacao certifié, Telcar et Cargill œuvrent aussi pour l'éducation en offrant des bourses aux enfants méritants et ceux issus des couches défavorisées. En 2016-2017, Telcar et Cargill ont remis 100 bourses scolaires. En 2017-2018, le nombre de boursiers a été multiplié par huit avec 850 bénéficiaires issus de divers bassins de production de cacao au Cameroun. A cet engagement dans le secteur de l'éducation, Telcar et Cargill s'engagent dans l'accompagnement des femmes. En 2016, une dizaine de machines a été distribuée. Pour la période 2017-2018, Telcar et Cargill annoncent 30 autres machines pour faciliter la transformation du manioc en produits dérivés pour approvisionner les marchés et assurer l'autonomie financière des femmes.

Telcar et Cargill ne se limitent pas seulement à l'achat du cacao, les deux entreprises partenaires veillent à la santé des populations des bassins de production avec la construction des centres de santé. L'hôpital de Buea a par exemple reçu 150 masques à oxygène pour les enfants, 40 couveuses, 06 stabilisateurs, 02 incubateurs, 02 concentrateurs d'oxygène et près d'une dizaine d'autres appareils essentiels. En matière d'accès à l'eau potable, à septembre 2017, Telcar et Cargill ont permis à 17 communautés d'avoir des forages. Huit autres forages sont en construction dans divers bassins de production du cacao pour le bien être des communautés locales.



Kanyi Tometi Fotso, CEO de Telcar



Remise du chèque symbolique à Sangmelima, 14 septembre 2017



Des cacaoculteurs ont reçu des certificats le 14 septembre 2017 à Sangmelima

RSE

Le groupe Bolloré rénove l'école publique de New-Deido

Des travaux y afférents ont été organisés dans le cadre de la 2ème édition du « Marathon Day » couru le 21 septembre.

6 kilomètres. C'est la distance parcourue le 21 septembre 2017 par les 700 collaborateurs et partenaires des différentes filiales du groupe Bolloré transport & Logistics, (Camrail, SEPBC, DIT et Havas) au Cameroun dans le cadre de la 2ème édition du « Marathon Day » placée sous le signe de la solidarité, la cohésion, le respect de l'autre et l'humanisme. A cette occasion, le directeur de la région Golfe de Guinée, les PCA et



les directeurs généraux des filiales et de nombreux collaborateurs du groupe, ont rénové l'école publique de New-Deido, dans le cadre de travaux communautaires. Ceux-ci consistaient à la construction des escaliers des salles de classe, la peinture externe et interne des bâtiments, le désherbage, la rénovation des latrines, le

Jeudi dernier à Douala, les employés du groupe Bolloré n'ont pas fait l'économie de leurs efforts

curage des caniveaux, la réparation des toitures du bâtiment administratif. L'occasion a également été mise à profit pour remettre des dons de matériels didactiques dont des cahiers, des stylos, de la craie, des crayons et des gommes aux élèves. « Ce geste va beaucoup encourager la communauté éducative surtout pour cette école

parce que malgré les efforts que fait l'Etat, elle était dans un état de délabrement », apprécie Rachèle Tchoumi, directrice de l'école publique New-Deido 4.

Cette initiative, symbole de la solidarité et de l'attachement du groupe Bolloré à sa responsabilité sociétale se veut un exemple d'humilité affichée par le top management de Bolloré qui a tenu à mettre la main à la pâte. Mohamed Diop, le directeur de la région Golfe de Guinée, a insisté sur l'aspect symbolique visant à éveiller en chacun des collaborateurs, les sentiments forts d'appartenance à un groupe familial sensible aux idéaux de solidarité, de fraternité et d'humilité. « La plus grande richesse qu'on peut prétendre avoir dans la vie, c'est le partage. Bolloré essaye de multiplier des ac-

tions dans ce sens. Ce Marathon Day est révélateur pour notre groupe en général et pour nous au Cameroun en particulier, parce qu'il nous permet de s'inscrire dans les actions de charités », confie Yango Flore, directrice commerciale et projet chez Bolloré Cameroun. Sous la houlette de Mohamed Diop, directeur régional, et en présence des directeurs généraux des filiales, les employés vêtus en chasubles blancs estampillés au nom de la multinationale ont arpenté les artères de la ville de Douala durant près de trois heures de temps. Notamment des quartiers comme Bonanjo, Akwa (carrefour TIF, carrefour Arno, rond-point Bonakamouang, Deido (Rhône Poulenc .., coaf) ...

Christian Happi

JUSTICE

Le garde des sceaux désigne des experts pour faciliter le règlement des litiges

Le ministre de la Justice garde des sceaux a désigné des experts dans le ressort de la Cour d'appel du Littoral au titre des années judiciaires 2017 et 2018. Des experts qui sont des personnels non salariés du ministère de la Justice pour la période susmentionnée. Ces derniers vont apporter leur expertise à la Cour d'appel de Douala dans le cadre des affaires relevant de leurs domaines de compétence. Parmi les experts, l'on retrouve des noms déjà connus du système bancaire. Notamment Martin Luther Njanga Njoh, ancien administrateur provisoire de la CBC. Il a été désigné expert en banque, expert en finance et expert en syndic-administrateurs-syndic-liquidateurs. Comme autres experts désignés dans le secteur bancaire, l'on a Simon Claude Bassilekin Ndomilep, Nicole Soppo Eyango, entre autres. Parmi les experts en finance, l'on retrouve Colette Eding, David Kuate, Ida Djodju Enghel. C'est d'ailleurs dans ce domaine d'activité qu'il y a le plus grand nombre d'experts judiciaires nommés. En dehors de la banque et de la finance, d'autres secteurs d'activités se sont vus dotés d'experts judiciaires. C'est le cas des experts judiciaires en assurances, en automobile, en avaries maritimes corps et machines, en biologie médicale, en commerce, en comptabilité, en cybercriminalité, en électronique, en électrotechnique et électromécanique, en fiscalité, en matière foncière, en foresterie, géotechnique, génie civil, génie électrique, hôtellerie. Mais aussi, en immobilier, informatique, management, maritime et transport, médecine, protection et environnement, sécurité, en communication et télécommunication, traduction, transport, technique d'authentification, travail et sécurité sociale, douane, urbanisation et aménagement urbain, graphologie et police scientifique et agro-industrie.

S.G

CAN 2019

Un nouveau cabinet d'audit annoncé à Yaoundé

C'est l'une des résolutions prises lors des assemblées du comité exécutif de la CAF à Accra.

Le Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) a tenu une réunion marathon, le samedi 23 septembre 2017, à Accra au Ghana, pour délibérer sur une vingtaine de points inscrits à l'ordre du jour. De grandes décisions ont été prises à cette occasion. Pour le cas du Cameroun, la CAF recommande qu'une réunion de la Commission d'organisation soit convoquée dans les plus brefs délais, afin d'élaborer les termes de référence de l'appel d'offres à ouvrir pour la sélection d'un cabinet chargé d'effectuer les missions d'inspection des infrastructures devant abriter le tournoi. Cette résolution survient quelques jours après le désistement du cabinet londonien Pricewaterhousecoopers (PWC), le 20 août 2017, et confirme bel et bien que le Cameroun garde l'organisation de la compétition. Tant il est vrai que le sujet a fait couler beaucoup d'encre et de salive. Dans cette batterie de mesures, l'on nous informe également du retrait du Championnat d'Afrique des Nations Total (Chan) 2018 au Kenya. Ce retrait intervient au regard des retards accumulés et de



Ahmad Ahmad, président de la CAF

différents rapports des missions d'inspection conduites dans le pays, dont la dernière s'est déroulée du 11 au 17 septembre 2017. Instruction a été donnée au secrétaire général de la CAF, d'ouvrir immédiatement un appel à candidatures pour un nouveau pays-hôte. La date-limite de recevabilité des candidatures est de sept jours à compter du dimanche 24 septembre. Sur les conditions, l'identité du pays hôte sera dévoilée dans un délai de 15 jours maximum à compter de l'ouverture de l'appel à candidatures. Le comité exécutif a également délibéré sur la Coupe d'Afrique des Nations féminine Total Ghana 2018. Le format et le calendrier des éliminatoires ont d'ailleurs été approuvés, et le tirage au sort effectué. Les membres dudit comité ont conclu qu'une première mission d'inspection doit être conduite au Ghana avant la fin de

l'année 2017. Faute de candidatures soumises dans les délais, il a été décidé par le Comité exécutif de rouvrir les candidatures pour la CAN féminine Total 2020.

En ce qui concerne la CAN U23 Total 2019, le comité de la CAF ouvre un nouvel appel à candidatures du 26 juillet au 31 août 2017 suite au retrait de la Zambie, comme pays hôte du tournoi. L'Egypte a été désignée pays hôte car étant le seul pays à avoir fourni un dossier complet dans les délais. Parlant de la coupe d'Afrique des Nations féminine Total Ghana 2018, le format et le calendrier des éliminatoires ont été approuvés, et le tirage au sort effectué. Une première mission d'inspection doit être conduite au Ghana avant la fin de l'année 2017. La CAF est allée plus loin en prévoyant les événements sportifs prévus en 2026. Il est dit dans le rapport que le comité exécutif accueille favorablement la candidature du Maroc pour l'organisation de la coupe du monde de la FIFA 2026 qui se disputera avec 48 équipes. In fine, les compétitions interclubs de la période février-novembre à celle d'août-mai sont reportées à une session ultérieure. Il s'agit de permettre d'abord à la commission des compétitions interclubs, désormais entièrement constituée, de se prononcer sur le dossier, avant son examen par le Comité exécutif.

Christelle Belibi

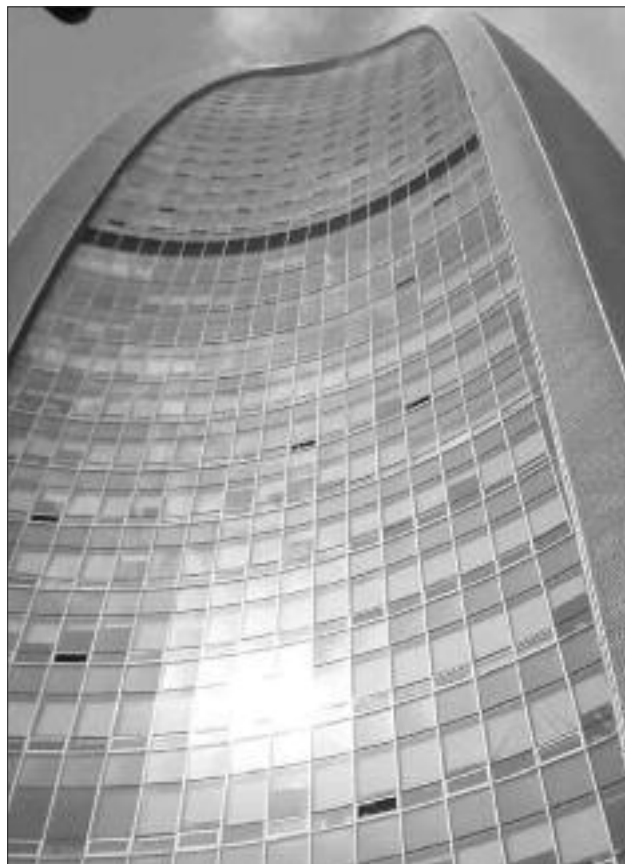
MÉDIAS

« **People daily** » met en œuvre la stratégie média de la Chine

Information, mobilisation, événementiel sont les grandes missions du groupe de presse qui est la machine ouvrière de la coopération média au cœur du projet de la route de la Soie.

Notre visite du quotidien du peuple ce jeudi 21 Septembre 2017 était un moment marquant et attendu de la 4ème édition du forum sur les médias. Les centaines de professionnels qui ont participé à ce dernier ont ainsi pu découvrir qui était l'organisateur de cet événementiel de qualité avec tant de brio.

Le « Renmin Ribao » (le Quotidien du Peuple) est un organe du comité central du Parti communiste chi-



nois (PCC). "Doyen" de la presse écrite nationale en Chine, il est aujourd'hui le

Siège du quotidien du peuple à Pékin

premier quotidien du pays. Avec son tirage de trois millions d'exemplaires, le journal chinois est classé par l'Unesco parmi les dix plus grands du monde. Autrefois instrument de combat pour la libération, il est désormais devenu le porte-drapeau du PCC et de la nation pour disséminer la voix du peuple chinois dans le monde entier. Depuis plus de 50 ans, il a trois fois révisé la maquette et la mise en page des principales éditions : soit en mettant en couleur leurs 1ères et 4èmes pages, soit en y ajoutant un supplément volumineux et enrichissant. C'est grâce à ces efforts inlassables que le journal devient un vrai titre de proximité.

« People daily » ou « Quotidien du peuple », c'est 24 périodiques, le « Quotidien du peuple » et 23 titres spécialisés : 7 quotidiens, 7 hebdomadaires, 10 mensuels. Et à l'appui des

moyens technologiques sophistiqués, ses points d'impression à travers le monde sont tous capables d'expédier dans la matinée le numéro du jour. Une équipe d'élite et un réseau mondial est au service du groupe. Fort d'un contingent de 900 reporters et rédacteurs, le « Quotidien du peuple » est aujourd'hui présent dans tous les coins du monde : outre ses 40 bureaux permanents en Chine (y compris à Hongkong, à Macao et à Taiwan), le journal compte 34 implantations à l'étranger, constituant un vaste réseau qui couvre en temps réel toute l'actualité mondiale.

Un atout, la haute technologie qui offre dès 1992, le système de la transmission numérique des maquettes (en clichés) par satellite, pour que ses 40 points d'impressions en Chine et dans le monde puissent réaliser, sur place et de façon simultanée, la récep-

tion, l'impression et la distribution de ses pages. Mais le journal est plus qu'un titre d'informations généralistes, mettant en valeur les pensées et les plumes, il offre à ses publics un nombre de rubriques où s'enchaînent les meilleures signatures de la presse nationale, ainsi que plusieurs forums d'opinions ou de débats, toujours animés par les grands noms de la vie chinoise. Parmi ces espaces dédiés, on retrouve quotidiennement « Le Forum du Peuple », « Pensées et réflexions », « Le sujet du jour », « Au fil d'idées à Jintai » (lieu du siège social du journal) ou « Tribune internationale », pour ne citer que les plus connus. Il est la boîte qui élabore et met en œuvre les actions de relations publiques internationales de la Chine actuelle à travers le département coopération.

Idriss Lissom

STRATÉGIE

La Com institutionnelle d'Orange en visite à LQE

Valentin Siméon Zinga a été reçu mardi dernier dans les nouveaux locaux du journal de la valeur ajoutée, sis à Essos au lieudit Camp Sonel. Le responsable de la communication institutionnelle de l'opérateur de la téléphonie mobile a eu un échange d'une demi-heure avec Parfait Siki, directeur des rédactions du « Quotidien de l'Économie ». Au sortir de cette réunion, Valentin Zinga a confié être au fait de l'actualité concernant la vie du journal. « J'ai suivi comme tout le monde les mutations qui affectent avant tout l'éditorial du groupe de presse. Ces mutations sont spatiales parce que vous avez changé de locaux, elles sont aussi éditoriales parce que vous avez mis sur le marché un journal rénové, réorienté d'une certaine manière. Il me tardait de venir vous rendre visite pour d'abord voir vos nouveaux locaux, comprendre l'intérêt de cette démarche notamment au plan éditorial, d'où mon rapide séjour chez vous », a expliqué le responsable de la communication.

La nouvelle configuration du journal ne laisse pas indifférent le partenaire qui esquisse sa propre analyse. Concernant le logo qui fait désormais la part belle au mot « économie », Valentin Zinga pense que c'est une démarche de réappropriation qui est à la fois graphique et concrète, à savoir montrer l'ancrage du quotidien au niveau du traitement de l'économie. Le responsable d'Orange note aussi la prédominance des textes au long cours. « J'ai l'impression que vous avez décidé d'apporter une plus-value pour plus de repères, de pertinence et une meilleure intelligibilité de faits économiques », relève le responsable d'Orange, qui réitère l'accompagnement du partenaire pour la bonne marche du journal.

RÉGULATION

Le CNC sanctionne six organes de presse

Ils sont accusés de publication de déclarations et d'accusations non fondées, susceptibles de nuire à l'image de certaines personnalités et institutions.

Les dernières décisions de l'organe de régulation des médias ne sont pas tendres avec certains organes de presse. Cette fois-ci cinq organes de presse écrite et une chaîne de radio ont été frappés, ainsi que quelques journalistes en service dans ces organes. Il s'agit de l'Épervier Plus, La nation d'Afrique, La Nouvelle, Ouest Littoral, Le Satellite et la radio Kiss FM. C'est le journal l'Épervier Plus qui a le plus écopé. Le Conseil a suspendu l'organe pour une durée de six mois, et son directeur de publication délégué de toute fonction de directeur de publication et de l'exercice de la profession de journaliste au Cameroun. Il est reproché à l'Épervier Plus d'avoir publié dans ses colonnes des déclarations et d'accusations « non fondées, insinuant et de, ce fait, constitutives d'atteinte à l'éthique et à la déontologie professionnelles ». La deuxième

sanction du CNC vise un journaliste en fonction dans l'organe, suspendu pour une durée de six mois de l'exercice de la profession pour avoir publié « des déclarations non fondées, préjudiciables à l'image de l'hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique de Yaoundé.

Le troisième cas de régulation sur lequel s'est penché le Conseil lors de sa 17è session ordinaire est l'affaire Samuel Eto'o Fils contre le journal La Nation d'Afrique. Le CNC suspend cet organe pour une durée de trois mois, un journaliste y exerçant et son directeur de publication de toute fonction de DP et de l'exercice de la profession pour « publication de déclarations non fondées, et offensantes » à l'encontre de l'ancien avant-centre des Lions indomptables. L'émission « Arbre à palabre » diffusée sur la chaîne « Kiss FM » est suspendue pour une durée d'un mois. Son présentateur écope d'un



Peter Essoka, président du CNC

mois de suspension d l'exercice du journalisme pour diffusion d'accusations non fondées et offensantes à l'encontre du Commandant par intérim du poste de gendarmerie d'Ahala. Les autres sanctions du CNC sont relatives aux mêmes causes, à savoir la publication de déclarations ou d'accusations non fondées, préjudiciables et offensantes. Il s'agit notamment des journaux « La Nouvelle », « Le Satellite », et « Ouest Littoral » ainsi que des journalistes en fonction dans ces organes qui écopent de trois mois de suspension.

Ruben Tchounyabe

Creating Shared Value Prize



Nestlé



**Avez-vous un projet
de création de valeur
partagée?**

Soumettez votre projet aujourd'hui
et tentez de gagner des prix d'un
total de 250 millions FCFA

Postulez - Nominez - Partagez

Les candidatures en ligne sont ouvertes du 29 août au 31 octobre 2017.
Soumettez votre idée aujourd'hui sur:



www.changemakers.com/creatingsharedvalue

Rejoignez la conversation **#CSVPrize#SharedValue**

**Tu fais encore
quoi là-bas?**

Viens chez neXttel
et profite des nouvelles offres*
JACKPOT PRO !

* Pour les nouveaux abonnés



DATA, APPELS ET SMS NON-STOP

Souscris à **JACKPOT PRO**
à partir de **5000F** et bénéficie

**jusqu'à
18Go** de data

4000F
pour les appels
internationaux

**jusqu'à
40 000F**
pour les appels neXttel

950F
pour les SMS
vers tous les
réseaux locaux



NEXTTEL TV



**PENDANT
30 JOURS**

Composez *860#

Vérification des bonus : *860*1#
*Vérification du bonus SMS all net : *801*1#

neXttel

www.nexttel.cm

f nexttelcameroon
@nexttel_Camer

INFOLINE
669 900 000
(Tarifs standard applicables)